



Syndicat National FORCE OUVRIERE des Lycées et Collèges Seine Maritime

Immeuble Jules Ferry, rue de l'enseigne Renaud, 76000 Rouen

Tél. : 02 35 89 47 32 sn-fo-lc.rouen@wanadoo.fr

Appel de l'assemblée générale du Syndicat FO des Lycées et collèges de Seine Maritime

Nous sommes plus de 100 professeurs, CPE, AESH, AED, personnels de laboratoire... réunis en Assemblée Générale de notre syndicat le SNFOLC 76 ce vendredi 23 janvier 2026.

Toute la journée nous avons débattu de la situation dans l'Education Nationale et dans nos établissements, dans le cadre de la politique internationale et nationale, politique et sociale.

Le premier ministre Lecornu veut imposer par 49-3 son budget d'austérité et de guerre. Le budget de l'armée augmenterait de 7 milliards, quand l'hôpital est exsangue et que l'Education nationale manque de tout.

Nous refusons la marche à la guerre que le gouvernement Macron-Lecornu veut imposer prenant prétexte du basculement mondial en cours.

Les « classes Défense » (partenariat entre les établissements scolaires et l'armée) pour préparer nos élèves à la militarisation se multiplient : entre 2024 et 2025 une augmentation de 25% avec près de 1064 classes (958 dans l'hexagone, 100 en Outre Mer, 6 dans le réseau AEFE). 50% des « classes Défense » sont des classes de 3^{ème}. Le ministère a publié un guide ministériel pour « acculturer les jeunes à la défense ». L'Ecole Académique à la Formation Continue organise des formations d' « éducation à la défense ». Le nouveau service militaire « volontaire » mis en place est totalement articulé avec Parcoursup : équivalent d'un demi-semester et bonification dans Parcoursup pour les volontaires au Service National Volontaire. Les 100 000 bacheliers refoulés chaque année par Parcoursup seraient ainsi poussés vers l'armée.

Pour nous, c'est NON ! Nous refusons que l'école devienne lieu d'embrigadement et de militarisation de la jeunesse. Nous refusons que les personnels soient utilisés comme relais de la propagande guerrière. Ce n'est pas le rôle de l'Ecole !

Au moins 4000 suppressions de postes sont prévues pour la rentrée 2026, qui vont encore aggraver les conditions de travail des personnels et la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves (classes surchargées, inclusion systématique et forcée, diminution continue des moyens concernant les dispositifs FLS et UPE2A, multiplication des tâches, pression de Parcoursup...)

Partout, les DHG s'annoncent insuffisantes. Les nouvelles mesures d'Edouard Geffray sur le choc des savoirs vont s'accompagner de nouvelles suppressions d'heures et de postes. Sous couvert d'autonomie des établissements la contractualisation des établissements est encouragée, menant à la dislocation du cadre national de l'Education nationale.

Nous opposons toutes nos revendications au budget Lecornu !

Avec le SNFOLC, nous décidons de nous adresser à nos collègues dans les établissements pour discuter de cette situation et décider de toutes les initiatives pour faire valoir nos exigences en termes de postes, de salaires, de garanties collectives, de conditions de travail... et refuser la marche à la guerre, lourde de dangers pour les travailleurs et les peuples sur tous les continents.

Nous invitons tous ceux qui le souhaitent à adhérer au SNFOLC pour engager la bataille, résister et obtenir satisfaction de nos revendications.

- Non à la militarisation de l'Ecole, abandon des « classes Défense »
- Création de tous les postes et les classes nécessaires, de l'argent pour l'Education nationale et ses personnels
- Abandon de la réforme Macron-Borne des retraites
- Abandon de toutes les contre-réformes qui détruisent l'école (choc des savoirs, réformes du lycée et du baccalauréat, Parcoursup...)
- L'abandon de l'acte II de l'école inclusive, défense et maintien de toutes les structures spécialisées
- Un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH, pour les AED
- Augmentation du point d'indice à hauteur de 32,7% pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis 2000
- Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée.

Adopté à l'unanimité.